



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Préservation de l'emploi dans les sites français du groupe Renault

Question écrite n° 28308

Texte de la question

Mme Sira Sylla alerte M. le ministre de l'économie et des finances sur les déclarations de Mme Clothilde Delbos, directrice générale par intérim du groupe Renault. À la suite de la publication des résultats du groupe Renault qui révèlent des pertes nettes à hauteur de 140 millions d'euros en 2019, Mme Clothilde Delbos a déclaré : « il est clair que l'on ne pourra pas atteindre l'objectif sans toucher la moindre des 180 000 personnes employées dans le groupe ». L'usine Renault située à Cléon, dans la quatrième circonscription de Seine-Maritime, emploie 3 200 salariés et 1 200 intérimaires. Cette déclaration provoque l'inquiétude des personnes employées sur le site Renault de Cléon et, à juste titre, de ses sous-traitants et de l'ensemble du tissu économique rouennais. Les inquiétudes nées de l'affaire qui a précédé le départ de Carlos Ghosn de la présidence de l'alliance Renault - Nissan, qui s'étaient quelque peu apaisées par l'annonce de l'embauche de 200 personnes en CDI en avril 2019, se font jour de nouveau avec une grande intensité. De surcroît, même si la direction du groupe Renault a annoncé la mise en place d'un plan de sauvegarde de l'emploi dans ce contexte d'épidémie de covid-19, les incertitudes sur l'avenir du site seinomarin sont lourdes. L'État détient 15 % du capital du groupe Renault et détient les leviers nécessaires à l'inflexion du groupe Renault en matière d'emploi. Elle souhaite savoir quelles initiatives il va prendre afin de rassurer les salariés du site Cléon de Renault et pour préserver l'emploi dans les sites français du groupe Renault.

Données clés

Auteur : [Mme Sira Sylla](#)

Circonscription : Seine-Maritime (4^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 28308

Rubrique : Emploi et activité

Ministère interrogé : [Économie et finances](#)

Ministère attributaire : [Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [14 avril 2020](#), page 2736

Question retirée le : 21 juin 2022 (Fin de mandat)